

## **I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE**

### **1) INTRODUCTION**

1. Après une croissance rapide et un recul de la pauvreté enregistrés au début des années 90, l'Indonésie a connu une brusque dégradation de son PIB entre 1997 et 2000 en raison de la crise financière asiatique. Tout en obtenant certains résultats sur le plan de la réforme structurelle, la politique économique menée par la suite a permis la mise en œuvre de mesures macro-économiques et l'amélioration des fondamentaux économiques du pays. Depuis 2002, l'économie indonésienne ne cesse d'aller de l'avant, malgré des chocs exogènes majeurs et de graves catastrophes naturelles, y compris les attentats terroristes de Bali en 2002 et de Jakarta en 2003, la propagation dans la région du syndrome respiratoire aigu sévère au début des années 2003, le tremblement de terre et le raz-de-marée de décembre 2004 qui ont ravagé la province d'Aceh et les îles Nias, et, plus récemment, le séisme de Yogyakarta ainsi que la menace de la grippe aviaire. Cependant, la croissance depuis la crise n'a pas été assez soutenue pour créer suffisamment d'emplois, réduire le chômage et abaisser le taux de pauvreté.

2. Afin de créer les emplois nécessaires pour réduire le chômage, dont le taux atteignait 11 pour cent en 2005, le gouvernement a engagé un vaste programme de réformes visant une croissance annuelle de 6 pour cent et la relance de l'investissement. De l'avis de certains observateurs, vu l'étendue des richesses naturelles du pays, cet objectif de croissance pourrait être dépassé si l'application du programme de réformes (qui englobe l'infrastructure, la création d'un climat plus propice à l'investissement et la réforme du secteur financier) se faisait dans de bonnes conditions et si les investissements publics augmentaient en 2007 et au-delà.

3. En 2005, l'Indonésie, qui forme le plus vaste archipel au monde, comptait une population pluriethnique de 223 millions d'habitants. Le pays renferme d'abondantes ressources naturelles – telles que le bois d'œuvre, le poisson, le pétrole, le gaz naturel et divers métaux – et présente une très grande biodiversité. Du 110<sup>ème</sup> rang à l'époque du précédent examen (tableau I.1), il est passé aujourd'hui au 108<sup>ème</sup> rang global selon l'Indice de développement humain de l'ONU. Le PIB par habitant à prix courants était de 1 663 dollars EU en 2006, soit une progression de quelque 45 pour cent par rapport à son niveau d'avant la crise de 1996 (1 153 dollars EU).<sup>1</sup> L'Indonésie demeure une économie commerciale bien diversifiée: ses principales exportations sont le pétrole et le gaz, les appareils électriques, les textiles, les minerais, le bois et les articles en papier, et un éventail de produits agricoles de base. Le secteur manufacturier représentait 28 pour cent et les services 40 pour cent du PIB en 2006.

### **2) ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE**

4. Au cours de la période considérée, une fois assurée une croissance régulière, le débat en la matière a cessé d'être focalisé sur la reprise et la stabilité pour viser l'objectif ambitieux d'un taux de croissance plus élevé et durable.

---

<sup>1</sup> Les autorités font observer que l'Indonésie est un pays extrêmement diversifié et géographiquement disparate, ce qui se reflète dans les importants écarts socioéconomiques. Le PIB par habitant varie beaucoup d'une région à l'autre: c'est ainsi qu'il est près de 20 fois plus élevé dans le Riau et dans le Kalimantan oriental, qui sont deux régions productrices de pétrole et de gaz, que dans les Moluques et le Nusa Tenggara oriental. Au sein des provinces, on note aussi de grandes disparités entre les districts. Au niveau des districts, les taux de pauvreté varient sensiblement au sein d'une même province et d'une province à l'autre; ils sont inférieurs à 3 pour cent dans certaines grandes villes (Denpasar et Bali), mais supérieurs à 50 pour cent à Manokwari et à Puncak Jaya (Papouasie).

**Tableau I.1**  
**Principaux indicateurs socioéconomiques**

Superficie des terres émergées	1,9 million de km <sup>2</sup>	Population urbaine (2004)	47%
Population (2005)	222,8 millions	PIB nominal aux prix courants du marché (2006, en milliards de dollars EU)	364,5
Croissance démographique moyenne (1995-2005)	1,3%	PIB par habitant (2006, en dollars EU)	1 663,0
Indice de développement humain de l'ONU		PIB en prix constants de 2000 (2006, en milliards de dollars EU)	201,6
- Rang global (2006)	108 <sup>ème</sup>	Structure du PIB (2006):	12,9%
Espérance de vie à la naissance (2004)	67,2 ans	- Secteur primaire	47,0%
Taux de mortalité infantile pour 1 000 (2004)	30	- Secteur secondaire <sup>a</sup>	40,1%
Taux d'alphabétisation des adultes (2004)	90,4%	- Secteur tertiaire	
Pourcentage de la population au-dessous du seuil de pauvreté (2006)	17,8%		
Taux de scolarisation (2004)			
- Enseignement primaire	94%		
- Enseignement secondaire	57%		

a Y compris industries extractives, industrie manufacturière, construction, électricité, gaz et eau; la part de l'industrie manufacturière dans le PIB est de 28 pour cent.

Source: PNUD (2006), *Rapport mondial sur le développement humain*; information en ligne de la Banque d'Indonésie. Adresse consultée: <http://www.bi.go.id/web/en/Riset+Survey+Dan+Publikasi/Publikasi/Economic+Report/lpi+06+eng.htm>; et FMI, *International Financial Statistics*.

### i) Croissance, emploi et pauvreté

5. La croissance est restée stable et modérée depuis le dernier examen de la politique commerciale. Le taux de croissance du PIB réel a progressé régulièrement, passant de 4,7 pour cent en 2003 à 5,7 pour cent en 2005 et à 5,5 pour cent en 2006, alors que les faiblesses macro-économiques ont commencé à être surmontées (tableau I.2). Le déficit budgétaire a été ramené à 1,0 pour cent du PIB et la dette publique est tombée à 39 pour cent du PIB en 2006, cédant près de 20 points de pourcentage en trois ans; la capacité d'emprunt de l'État s'est améliorée et sa position d'ensemble vis-à-vis de l'extérieur a continué de se renforcer. Comme dans une grande partie de l'Asie du Sud-Est, la croissance au cours de ces dernières années a été tirée par une forte demande intérieure. La solidité de la consommation des ménages reste le principal moteur de la croissance depuis la crise financière asiatique de 1997-1998.

**Tableau I.2**  
**Principaux indicateurs macro-économiques, 2002-2006**

	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Comptes nationaux</b>					
	<i>Variation en pourcentage</i>				
PIB réel (aux prix de 2000)	4,4	4,7	5,0	5,7	5,5
Consommation	4,7	4,6	4,9	4,3	3,9
Consommation privée	3,8	3,9	5,0	4,0	3,2
Consommation de l'État	13,0	10,0	4,0	6,6	9,6
Formation brute de capital fixe	4,7	0,6	14,7	10,8	2,9
Exportations de marchandises et de services non facteurs	-1,2	5,9	13,5	16,4	9,2
Importations de marchandises et de services non facteurs	-4,2	1,6	26,7	17,1	7,6
Taux de chômage (%)	9,1	9,6	9,9	11,2	10,3
<b>Prix et taux d'intérêt</b>					
	<i>En pourcentage</i>				
Inflation (variation de l'indice des prix à la consommation en pourcentage)	10,0	5,2	6,4	17,1	6,6
Dépôts à terme <sup>a</sup> , en rupiah	15,37	11,56	6,83	7,83	11,64

	2002	2003	2004	2005	2006
Dépôts à terme <sup>a</sup> , en dollars EU	3,65	2,24	1,95	2,62	3,85
<b>Crédit monétaire (fin de période)</b>	<i>Variation en pourcentage</i>				
Masse monétaire (M1) <sup>b</sup>	8,0	16,6	13,4	11,1	28,1
Masse monétaire (M2) <sup>c</sup>	4,7	8,1	8,1	16,4	14,9
Crédit au secteur privé	25,1	22,1	30,4	19,7	14,0
<b>Taux de change</b>					
Rupiah vis-à-vis du dollar EU (moyenne annuelle)	9 311,2	8 577,1	8 938,9	9 704,7	9 159,3
Taux de change effectif réel (variation en pourcentage)	..	0,1	-8,8	14,1	..
Taux de change effectif nominal (variation en pourcentage)	..	0,8	-8,4	-8,9	..
	<i>En pourcentage du PIB (sauf indication contraire)</i>				
<b>Politique budgétaire du gouvernement</b>					
Recettes totales (à l'exclusion des dons)	16,0	16,7	17,6	17,7	19,1
Recettes fiscales	11,3	11,9	12,2	12,5	12,3
Dépenses totales	17,3	18,5	18,6	18,3	20,1
Solde général (à l'exclusion des dons)	-1,3	-1,8	-1,0	-0,6	-1,0
Solde primaire	3,4	1,7	1,4	1,9	1,4
Dettes publiques	65,4	58,3	55,7	46,5	39,0
Dettes intérieures	35,3	31,9	29,9	24,1	22,3
<b>Épargne et investissement</b>					
Épargne nationale brute	25,3	26,0	23,4	22,9	..
Investissement intérieur brut	21,3	22,5	22,8	22,5	23,3
Écart entre l'épargne et l'investissement	4,0	3,5	0,6	0,4	..
<b>Secteur extérieur</b>					
Solde des opérations courantes	3,9	3,4	0,6	0,1	2,6
Solde du commerce des marchandises	11,8	10,3	7,8	6,1	8,2
Valeur des exportations	29,6	27,0	27,6	30,3	28,2
Valeur des importations	17,8	16,7	19,7	24,2	20,0
Balance des services	-5,2	-5,1	-3,4	-3,2	-3,1
Solde des mouvements de capitaux/des opérations financières	-0,6	-0,4	0,7	0,1	0,7
Investissement direct	0,1	-0,3	-0,6	1,8	1,1
Termes de l'échange (2000 = 100)	92,4	94,8	93,3	92,1	93,7
Exportations de marchandises (variation en pourcentage)	3,1	8,4	10,4	22,9	18,1
Importations de marchandises (variation en pourcentage)	2,8	10,9	28,0	37,2	5,1
Exportations de services (variation en pourcentage)	21,1	-20,6	127,6	7,3	..
Importations de services (variation en pourcentage)	7,3	2,1	19,9	13,8	..
Réserves en devises (millions de dollars EU)	32 037,0	36 296,0	36 320,0	34 724,0	42 586,3
en mois d'importations	6,8	6,1	5,0	4,1	5,0
Dettes extérieures nettes (milliards de dollars EU; fin de période)	31,3	135,4	137,0	130,7	125,3
Ratio du service de la dette <sup>d</sup> (fin de période)	24,7	25,5	27,1	22,1	25,8

.. Données non disponibles.

a Dépôts à six mois auprès des banques commerciales.

b M1 est définie comme étant la somme des dépôts en devises et des dépôts à vue.

c M2 est définie comme étant égale à M1 plus les dépôts à terme et dépôts d'épargne en rupiah et en devises, et les dépôts à vue en devises détenus par les résidents.

d En pourcentage des exportations de biens et de services.

Source: Information en ligne de la Banque d'Indonésie. Adresses consultées: <http://www.bi.go.id/web/en/Data+Statistik/> et <http://www.bi.go.id/web/en/Riset+Survey+Dan+Publikasi/Publikasi/Economic+Report/lpi+06+eng.htm>; FMI (2006), *Country Report No. 06/319*, août; et données communiquées par les autorités.

6. La reprise a pu se maintenir en 2005 malgré plusieurs difficultés majeures, y compris les conséquences d'un effondrement de la rupiah, une forte augmentation du prix des combustibles sur le marché intérieur et une brusque hausse des taux d'inflation et d'intérêt. Les réductions des subventions aux combustibles – ayant entraîné des hausses des prix administrés de ces produits qui, cumulées, ont atteint 143 pour cent – ont en fait, selon les estimations, transféré 10 milliards de dollars EU de revenu disponible des consommateurs aux administrations centrale et régionales. Ce choc, ajouté à la hausse des taux d'intérêt au second semestre de 2005, a fait que la croissance est passée au-dessous de 5 pour cent au premier semestre de 2006, pour se redresser et atteindre une moyenne de 6 pour cent au second semestre.

7. Le plan de développement à moyen terme du gouvernement pour 2004-2009<sup>2</sup> prévoit un taux de croissance annuel moyen du PIB de 6,6 pour cent. Il envisage de ramener le taux de pauvreté à 8,2 pour cent et le taux de chômage à 5,1 pour cent d'ici à 2009. L'une des premières priorités est de favoriser l'investissement dans l'industrie manufacturière et dans l'infrastructure afin de créer des emplois. Depuis 1980, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB est passée de 13 à 28 pour cent approximativement, et son poids dans les exportations a été multiplié par cinq, pour atteindre 64 pour cent au cours de la même période. Assurer au secteur manufacturier un taux de croissance annuel de 8,6 pour cent, comme le prévoit le plan à moyen terme, ne sera pas un objectif facile à réaliser, étant donné qu'en 2005 la croissance n'a atteint que la moitié de ce pourcentage. Dans l'ensemble, les objectifs du plan à moyen terme paraissent quelque peu ambitieux. Une projection de croissance de 6 pour cent environ semble plus réaliste, pour autant que le climat de l'investissement continue de s'améliorer.

8. Le retour à une croissance régulière enregistré ces dernières années ne s'est pas accompagné d'une amélioration de la situation de l'emploi. Le chômage recensé (qui était de 4,8 pour cent en 1997) est supérieur à 9 pour cent depuis 2002, avec un pic de 11,2 pour cent en 2005 et de 10,3 pour cent en 2006. Le gouvernement a placé la défense de l'emploi au centre de sa politique économique, l'accent étant mis sur l'amélioration du climat des affaires pour attirer l'investissement et créer des emplois, et les programmes visant à renforcer les qualifications de la population active. Le volume de la main-d'œuvre (104 millions de personnes en 2004) a augmenté au rythme de la croissance démographique, avec un taux de participation de 67 pour cent environ. En moyenne, 2 à 2,5 millions d'Indonésiens sont arrivés chaque année sur le marché du travail mais les nouveaux travailleurs n'ont pas été absorbés. On considérerait autrefois qu'une croissance économique annuelle de 4 à 5 pour cent était suffisante pour absorber les nouveaux venus. Le gouvernement estime aujourd'hui que ce taux devrait être de 6 à 7 pour cent. Les tendances de l'emploi semblent indiquer que la plupart des nouveaux venus absorbés l'ont été par le secteur informel (surtout dans l'agriculture)<sup>3</sup>, qui occupe une forte proportion de la main-d'œuvre. La rigidité du marché du travail a été citée comme l'une des principales causes de l'aggravation du chômage. L'Indonésie se classe derrière les autres pays de la région du point de vue des indicateurs types utilisés en la matière par la Banque mondiale aux fins de ses comparaisons internationales.<sup>4</sup> Il semble que la révision envisagée de la législation du travail

---

<sup>2</sup> Règlement présidentiel n° 7 de 2005. Les principaux objectifs en matière de protection sociale sont résumés dans la partie 1, chapitres 1 à 22.

<sup>3</sup> FMI (2005).

<sup>4</sup> Banque mondiale (2006a). Par exemple, si en Indonésie le revenu par habitant est inférieur au quart de celui de la région, le coût d'un licenciement est environ trois fois plus élevé que la moyenne régionale. Par ailleurs, l'écart entre l'augmentation des salaires et l'accroissement de la productivité dans le secteur manufacturier s'est considérablement creusé en raison de la hausse rapide des salaires minimums moyens, qui sont fixés par les gouvernements régionaux et varient d'un point à l'autre du pays.

marque le pas en raison du souci du gouvernement de concilier l'intérêt des salariés et celui des employeurs.

9. Malgré l'augmentation des sommes consacrées aux programmes de lutte contre la pauvreté, le taux de pauvreté est passé de 16 à 17,8 pour cent de 2005 à 2006<sup>5</sup>, essentiellement en raison de la forte hausse des prix induite par le renchérissement des combustibles et du riz. Le nombre de pauvres a ainsi progressé pour la première fois en six ans, selon les calculs de l'Office central de statistique (BPS). En 2006, près de 39 millions de personnes étaient officiellement considérées comme pauvres<sup>6</sup>, soit 4 millions de plus qu'en 2005. Si le programme de transferts monétaires non conditionnels (UCT) mis en place par les pouvoirs publics est venu en aide aux pauvres confrontés à la hausse du prix des combustibles et à ses incidences sur l'inflation, en 2006, lorsqu'a été conduite l'enquête sur la pauvreté, l'interdiction temporaire des importations de riz avait contribué à faire monter de 30 pour cent le prix de ce produit sur le marché intérieur, le plaçant à un niveau supérieur de 40 pour cent à celui du marché international. Comme les pauvres consacrent près du quart de leur revenu à l'achat du riz, la pauvreté ne pouvait que gagner du terrain. Devant cette situation, le gouvernement a de nouveau autorisé les importations de riz, jusqu'à concurrence de 210 000 tonnes, ce qui a contribué à stabiliser le prix du produit sur le marché intérieur.

## ii) Évolution de la situation budgétaire

10. L'assainissement des finances publiques a été l'un des points forts de la politique économique indonésienne au cours de la période considérée. De 1,8 pour cent en 2003, le déficit global a pu être ramené à 0,6 pour cent en 2005, grâce en partie à la réduction des subventions pour les combustibles et au report de dépenses occasionné par la modification des procédures budgétaires, et à 1,0 pour cent en 2006. L'objectif à moyen terme est de faire tomber le ratio dette publique/PIB à 30 pour cent environ d'ici à 2010, ce qui implique de maintenir le déficit global à moins de 1 pour cent du PIB, par le biais d'une amélioration de l'administration de l'impôt, qui contribuerait à compenser la baisse des recettes liées au pétrole et au gaz, et d'une réduction des dépenses consacrées au versement des intérêts et des subventions, qui permettrait d'affecter davantage de ressources à la protection sociale et au développement. Cependant, le ratio des recettes fiscales au PIB, qui n'est que de 12,3 pour cent, paraît insuffisant pour répondre aux besoins de développement du pays.

11. Le subventionnement des combustibles est devenu un problème critique en 2005, lorsque la forte hausse des cours du pétrole a fait peser sur le budget une charge de plus en plus lourde. Il a coûté cette année-là 10 milliards de dollars EU, soit 3,5 pour cent du PIB, et a encouragé une utilisation inefficace des produits pétroliers. En mars, le gouvernement a augmenté de 29 pour cent les prix administrés de ces produits, mais la vigueur de la demande et l'envolée des cours ont contribué à gonfler les importations de pétrole. En octobre, le gouvernement a plus que doublé le prix des combustibles afin de réduire le coût des subventions.<sup>7</sup> L'un des résultats notables de la politique

---

<sup>5</sup> Banque mondiale (2006d), page 22.

<sup>6</sup> Le gouvernement fixe le seuil de pauvreté à moins de 17 dollars EU de revenu par mois, somme nécessaire pour assurer un apport de 2 100 calories par jour; c'est moins que la norme de 1 dollar par jour admise au plan international. Au regard de cette norme, le nombre de pauvres en Indonésie serait supérieur à 80 millions, soit plus du tiers de la population.

<sup>7</sup> Au lendemain de la première hausse des prix, les marchés financiers ont réagi vivement: la rupiah s'est effondrée et au cours des cinq mois qui ont suivi, jusqu'en septembre, les autorités ont dû puiser plus de 5 milliards de dollars EU dans les réserves de devises pour défendre la monnaie et financer le coût croissant des importations de pétrole. Après la seconde hausse, qui a rétabli la confiance des investisseurs, la Banque centrale

budgétaire a été l'accroissement des montants affectés aux objectifs sociaux et de développement, facilité par la réduction des subventions pour les combustibles. Les ressources budgétaires ainsi économisées ont permis aux pouvoirs publics d'élaborer un programme de 1,4 milliard de dollars EU destiné à renforcer les services d'éducation et de santé ainsi que l'infrastructure des villages en 2005-2006.

12. Le coefficient d'endettement du secteur public a connu une baisse constante: de 100 pour cent en 1999, il était tombé à 39 pour cent à la fin 2006 selon les estimations. Dans son plan à moyen terme, le gouvernement envisage de faire tomber le ratio dette/PIB à moins de 33 pour cent d'ici à 2009. C'est là le reflet de la politique de consolidation budgétaire, de la baisse des taux d'intérêt et de la croissance soutenue du PIB. Environ la moitié de la dette publique totale à rembourser a été contractée auprès de créanciers étrangers, principalement des institutions multilatérales. L'impact de la dette peut notamment se mesurer à la part de ses ressources que l'État doit consacrer au service de cette dette, pour le remboursement du capital et paiement des intérêts: en proportion des dépenses totales, le service de la dette est passé de 38 pour cent avant la crise (1994-1996) à 27 pour cent ces dernières années (2003-2005), et devrait avoisiner 25 pour cent en 2006. Les dispositions de rééchelonnement de la dette bilatérale prises dans le cadre du Club de Paris ont contribué à alléger le poids de la dette mais ces dispositions ont expiré à la fin de 2005.

13. En 2006, le gouvernement a redoublé d'efforts pour contenir le déficit budgétaire et réorienter les dépenses publiques au profit du développement et des objectifs sociaux. Selon les autorités, le déficit n'a représenté cette année que 1,0 pour cent du PIB, alors qu'on s'attendait à un chiffre de 1,2. Les hausses des prix des combustibles d'octobre 2005 se sont traduites par une réduction des subventions de quelque 10 milliards de dollars, ce qui a permis au gouvernement de porter les transferts budgétaires aux régions de 5,4 pour cent en 2005 à 6,9 pour cent en 2006 selon les estimations (tableau I.3). Toutefois, si le volume de ces transferts a sensiblement augmenté, il arrive que les fonds ne puissent être décaissés en raison de graves problèmes de capacité.<sup>8</sup> Pour 2007, les autorités tablent sur un déficit de 0,9 pour cent du PIB. Vu la baisse des revenus pétroliers et l'urgence des mesures budgétaires en faveur de l'infrastructure et de la protection sociale, il semble de plus en plus nécessaire d'accroître les recettes non pétrolières et d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques.

**Tableau I.3**  
**Récapitulation des opérations du gouvernement central, 2002-2006**  
(en pourcentage du PIB)

	2002	2003	2004	2005	2006
Recettes et dons	16,0	16,8	17,6	17,8	19,1
Recettes fiscales	11,3	11,9	12,2	12,5	12,3
Recettes non fiscales	4,7	4,9	5,3	5,3	6,8
Dons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Dépenses et capacité de financement	17,3	18,5	18,6	18,3	20,1
Dépenses courantes	10,0	9,2	10,3	10,9	10,2
Personnel	2,1	2,3	2,3	1,9	2,2
Subventions	2,3	2,2	4,0	4,3	3,2

a augmenté les taux d'intérêt pour soutenir la rupiah et les réserves de devises ont retrouvé un niveau de quelque 35 milliards de dollars à la fin de l'année (Banque asiatique de développement, 2006).

<sup>8</sup> Selon la Banque asiatique de développement, en novembre 2006, on estimait que les régions détenaient l'équivalent de près de 10 milliards de dollars EU (soit plus de 3 pour cent du PIB) sous forme de dépôts en espèces.

	2002	2003	2004	2005	2006
Intérêts	4,7	3,2	2,7	2,3	2,4
Autres dépenses	0,9	1,5	1,3	2,3	2,5
Dépenses de développement	2,0	3,4	2,7	2,0	3,1
Transferts aux régions	5,3	5,9	5,7	5,4	6,8

Source: Information en ligne de la Banque d'Indonésie. Adresse consultée: <http://www.bi.go.id/web/en/Riset+Survey+Dan+Publikasi/Publikasi/>.

14. Si d'importantes réformes structurelles ont été mises en œuvre ces dernières années en matière budgétaire, des problèmes majeurs demeurent sans solution. Pour ce qui est des recettes, des progrès ont été réalisés sur la voie de la modernisation de l'administration fiscale mais ils sont encore entravés par le faible niveau de recouvrement des recettes non liées au pétrole dû aux exemptions de la TVA, à la faiblesse des droits d'accise et à l'étendue de la corruption. Du côté des dépenses, la restructuration du Ministère des finances a contribué à améliorer la gestion budgétaire mais celle-ci reste entravée par les lacunes de la décentralisation et par la prolifération des fonds extrabudgétaires.

### iii) Évolution de la masse monétaire et du taux de change

15. La crise de 1997-1998 a ouvert une période de forte inflation, mais le retour à la stabilité macro-économique en 1999, ajouté à une faible croissance économique, a aidé à maîtriser rapidement cette inflation. L'inflation n'a cessé de reculer au cours de 2003, sous l'effet de l'appréciation de la rupiah, de la baisse des droits de douane dans le cadre de l'ANASE, ainsi que de la persistance d'une très importante capacité excédentaire dans l'économie nationale et d'une croissance stable de la base monétaire. En 2004, l'inflation globale a poursuivi son mouvement à la baisse, aidée en cela par le raffermissement de la rupiah et le fléchissement des prix des produits alimentaires; sur l'ensemble de l'année, le taux d'inflation a été de 6,4 pour cent, donc tout à fait dans la limite fixée par les pouvoirs publics (7 pour cent).

16. L'inflation a ensuite grimpé à plus de 17 pour cent en 2005, lorsqu'en octobre le prix des combustibles a plus que doublé suite à la réduction par le gouvernement de son coûteux programme de subventions y relatives. La Banque d'Indonésie a relevé son taux directeur de 8,5 pour cent en juillet à 12,75 pour cent en décembre 2005, dans l'espoir de contrer la flambée inflationniste déclenchée par le renchérissement des combustibles. Ces deux séries de mesures ont permis de regagner la confiance des investisseurs internationaux, comme en témoigne la reprise des flux de capitaux et l'appréciation de 7 pour cent de la rupiah sur les sept premiers mois de 2006. Mais elles ont par ailleurs provoqué un recul de la consommation, qui a ramené la croissance du PIB à 5 pour cent au premier semestre de 2006, contre 5,9 pour cent un an auparavant. En partie du fait de la hausse des taux d'intérêt, la poussée sur les prix s'est relâchée et, à la fin 2006, le taux d'inflation était retombé à 6,6 pour cent pour l'ensemble de l'année, contre 17,1 pour cent en 2005. L'amélioration de l'indice des prix à la consommation peut être attribuée en partie à l'appréciation de la rupiah, à la moindre volatilité des prix des produits alimentaires, et à l'annonce faite par le gouvernement de renoncer pour l'heure à augmenter les tarifs de l'électricité.

17. Dans sa conduite de la politique monétaire, la Banque d'Indonésie (BI), qui est une institution indépendante, a pour principal objectif de lutter contre l'inflation. Il est vraisemblable que la BI continuera de faire preuve de prudence et qu'elle ne baissera les taux d'intérêt que lorsque les pressions inflationnistes montreront de réels signes de relâchement. Les autorités sont d'avis que le régime de taux de change souple a été bénéfique à l'économie, et sont déterminées à le conserver pour soutenir la stratégie fondée sur une cible d'inflation. La BI a pour politique officielle de laisser la rupiah flotter librement mais elle est intervenue sur le marché des changes pour atténuer les variations brutales du taux de change, sans se fixer toutefois d'objectif précis quant au taux à maintenir.

**iv) Balance des paiements**

18. L'excédent des paiements courants en pourcentage du PIB a marqué une tendance à la baisse, en grande partie suite à la réduction de l'écart entre épargne et investissement. L'accroissement, à la faveur de la reprise économique, de la demande d'importations de biens d'équipement et de matières premières, ainsi que la hausse de la facture pétrolière, ont conduit à un recul de l'excédent commercial. En outre, le solde des échanges de services est resté négatif, ce qui s'explique par le coût élevé des transports lié à l'accroissement des importations et par la baisse des recettes du tourisme. Dans l'ensemble, l'excédent courant est tombé de 3,4 pour cent du PIB en 2003 à 2,6 pour cent en 2006. Les réserves internationales atteignaient 43 milliards de dollars EU en 2006 (cinq mois d'importations). La croissance relativement soutenue de ces réserves a permis le remboursement anticipé de la totalité de la dette envers le FMI.<sup>9</sup> Attirés par des différentiels de taux d'intérêt favorables et une amélioration au niveau de la prime de risque, les capitaux étrangers sont entrés en plus grand nombre, en particulier sous la forme d'investissements de portefeuille. En conséquence, l'Indonésie a vu sa cote de crédit s'améliorer en 2006 auprès des organismes de notation internationaux<sup>10</sup>, et les autorités entendent se servir de l'amélioration de cette image pour encourager l'investissement étranger et intérieur.

**v) Réformes structurelles**

19. Le programme du FMI est parvenu à son terme à la fin 2003 et a fait place à un cadre de politique économique mettant l'accent sur: premièrement, la consolidation de la stabilité macro-économique; deuxièmement, le renforcement du secteur financier; et, troisièmement, le développement des investissements, des exportations et de l'emploi. Le gouvernement précédent (juillet 2001-octobre 2004) a rétabli la stabilité macro-économique et financière et a engagé une série de réformes structurelles nécessaires pour renforcer l'investissement et la croissance. Le gouvernement actuel (qui est entré en fonctions en octobre 2004) a poursuivi les réformes économiques nécessaires en s'attachant tout particulièrement à améliorer le climat de l'investissement. Cependant, du point de vue de la compétitivité nationale, l'Indonésie continue de se classer derrière plusieurs économies comparables (par exemple Chine, Inde, Malaisie et Philippines) pour ce qui est de l'environnement économique, de l'efficacité des administrations publiques et de la qualité des infrastructures.<sup>11</sup>

20. Le gouvernement a lancé en 2006 trois trains de réformes, comprenant des mesures et des actions destinées à améliorer le climat de l'investissement, développer davantage l'infrastructure et

---

<sup>9</sup> La reprise économique a permis à l'Indonésie de rembourser avec quatre ans d'avance le solde de 3,2 milliards de dollars EU sur les 11,1 milliards que le pays avait empruntés au FMI dans les années qui suivirent la crise financière asiatique.

<sup>10</sup> C'est ainsi qu'en mai 2006, Moody's a porté de B2 à B1 la notation en devise de l'Indonésie, eu égard au fait que la baisse des déficits budgétaires avait conduit à une amélioration globale des ratios de la dette de l'État. L'agence de notation a constaté qu'avec un ratio de la dette au PIB inférieur à 50 pour cent à la fin 2005, l'Indonésie se trouvait mieux placée que la plupart des pays notés B1. Tout en admettant que le niveau de la dette extérieure reste élevé, Moody's considère que celle-ci étant contractée pour l'essentiel auprès de créanciers publics, elle est moins vulnérable face aux chocs des marchés extérieurs.

<sup>11</sup> Dans son rapport intitulé *Doing Business Report* publié en septembre 2006, la Banque mondiale indique que, pour ce qui est des facteurs fournissant l'activité économique, l'Indonésie se classait au 135<sup>ème</sup> rang sur 175 pays (contre un 131<sup>ème</sup> rang en 2005), et derrière la Thaïlande (18<sup>ème</sup> rang), la Malaisie (25<sup>ème</sup> rang), le Viet Nam (104<sup>ème</sup> rang) et les Philippines (126<sup>ème</sup> rang).



poursuivre la réforme du secteur financier, l'objectif à moyen terme étant d'accroître les investissements, de parvenir à une hausse des revenus et de créer de nouveaux emplois.

21. Le *Programme d'action pour l'amélioration du climat de l'investissement* est une initiative positive visant une amélioration sensible de l'infrastructure, l'approbation de la loi sur l'investissement, l'équité dans l'administration de l'impôt, l'amélioration des procédures douanières, et la flexibilité du marché du travail. Les mesures récemment adoptées pour attirer les investisseurs n'ont pas encore eu d'impact réel sur le renversement de la tendance à la baisse de l'IED, qui a toujours joué un rôle de catalyseur dans le maintien de l'avantage concurrentiel de l'Indonésie. Au centre du programme d'action, qui a fait l'objet d'une instruction présidentielle (Inpres 3/2006), on trouve un projet de loi sur l'investissement qui, soumis au Parlement en mars 2006, prévoit une réduction drastique du temps (et du coût) de mise en route d'une entreprise – 30 jours au lieu de 150 selon les estimations (encadré I.1). Le projet vise aussi à limiter la "liste négative" des secteurs fermés à l'investissement étranger, et à remédier aux problèmes de chevauchement des réglementations qui résultent de l'autonomie régionale. Il envisage en outre de réactiver le *Service national de promotion des exportations et des investissements*, qui axe ses activités sur les difficultés stratégiques rencontrées par les entreprises.

#### **Encadré I.1: Programme d'action pour l'amélioration du climat de l'investissement**

Le gouvernement a annoncé un important nouveau programme d'action destiné à améliorer le climat de l'investissement début mars 2006 (Inpres 3/2006). Le programme fixe des objectifs assortis d'un calendrier et désigne les différents ministères concernés. Les domaines couverts sont les suivants: politique générale d'investissement, questions douanières, fiscalité, législation du travail et PME. Ses points forts consistent notamment à:

- soumettre le projet de loi sur l'investissement au Parlement, et parvenir à une décision concernant les projets de loi sur la fiscalité présentés en 2005 d'ici à la fin mars 2006;
- établir une nouvelle liste négative pour l'investissement – sur la base de critères clairs, simples et transparents;
- publier un Keppres (décret présidentiel) pour réactiver le Service national de promotion des exportations et des investissements (PEPI) d'ici à la fin mars 2006;
- ramener de 150 à 30 jours le temps de mise en route d'une entreprise, et simplifier les prescriptions concernant les licences;
- créer une équipe au Ministère des finances pour accélérer le processus de réexamen des milliers de règlements locaux (*Perda*) qui sont de nature à décourager l'esprit d'entreprise;
- ramener à 20 pour cent d'ici au 15 juin, à 15 pour cent d'ici à septembre et à 10 pour cent d'ici à fin décembre 2006 la proportion des expéditions soumises à une inspection physique (voie rouge) à l'importation;
- porter de 71 à 130 le nombre de sociétés bénéficiant d'un traitement prioritaire d'ici à la fin de l'année;
- soumettre les modifications à apporter à la Loi sur la protection du travail (Loi n° 13/2003) avant avril 2006.

Pour la plupart, les éléments de réforme envisagés dans le programme ne sont pas nouveaux; ils ont figuré sous une forme ou une autre dans des déclarations de politique générale antérieures. Beaucoup sont exposés en des termes très généraux, le gouvernement disant ce qu'il compte faire mais pas comment il entend le faire. Toutefois, certaines des réformes sont plus précises, notamment celles qui prévoient de réduire à 10 pour cent la proportion des marchandises devant emprunter la voie rouge et d'établir une liste négative transparente, et la plupart des objectifs sont assortis d'échéances pour assurer une mise en œuvre rapide et spécifient le ministère responsable.

Atteindre ces objectifs sera une tâche ardue qui nécessitera un degré élevé de coordination. Par exemple, pour

réduire de 150 à 30 jours le temps de mise en route d'une entreprise il faudra modifier de nombreuses procédures de licences et d'agrément concernant différents ministères, organismes et collectivités locales. La publication des règlements d'application nécessaires pour la nouvelle loi sur l'investissement appellera des décisions délicates quant au rôle du Conseil de l'investissement, aux procédures applicables à l'IED et aux secteurs d'activité auxquels les investisseurs étrangers n'auront pas accès ou auront un accès limité ("liste négative"). La mise au point des projets de loi sur la fiscalité, les douanes et l'investissement exigera des consultations avec le Parlement, les milieux d'affaires et d'autres parties prenantes. Du fait de l'ampleur des réformes nécessaires, aucun ministère, ni même aucun ministère chargé de la coordination, ne saurait à lui seul résoudre les problèmes relatifs au climat de l'investissement.

Conscient de l'importance de la mise en œuvre, le gouvernement a chargé une équipe interne de lui présenter tous les mois un rapport de suivi du décret Inpres 3/2006. Au nombre des tâches majeures réalisées figurent: la soumission au Parlement du projet de loi sur l'investissement (21 mars 2006); la réactivation de l'équipe nationale exportation et investissement (16 mars 2006); la simplification de huit régimes de licences relevant du Ministère du commerce, y compris l'importante Licence d'activité commerciale ou SIUP (29 mars 2006); la constitution d'une équipe pour revoir les règlements locaux qui sont de nature à décourager l'esprit d'entreprise (29 mars 2006); et la simplification des procédures d'octroi des visas et permis de résidence pour les investisseurs étrangers et les salariés expatriés (29 mars 2006).

Source: Banque mondiale (2006), *Investing for Growth and Recovery: The World Bank Brief for the Consultative Group on Indonesia*, 14 juin. Adresse consultée: [http://siteresources.worldbank.org/INTINDONESIA/Resources/CGIO3/CGI\\_Brief2006\\_ExecSum.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTINDONESIA/Resources/CGIO3/CGI_Brief2006_ExecSum.pdf).

22. La réforme de la législation du travail est au centre des efforts déployés par les pouvoirs publics pour promouvoir l'emploi et encourager l'investissement. En 2006, il semble que cette réforme se soit heurtée à des difficultés, en raison d'une loi de 2003 qui avait introduit une certaine flexibilité sur le marché du travail. Une tentative visant à assouplir ces prescriptions par une révision de la loi n'a pas abouti, car les débats se sont poursuivis entre autres choses, sur les dispositions de loi concernant les indemnités de licenciement (qui sont beaucoup plus élevées que dans d'autres économies comparables) et la possibilité pour les employeurs de sous-traiter certaines tâches. De même, fin 2006, les législateurs s'efforçaient encore de concilier leurs points de vue sur les projets de loi relatifs à l'investissement et à la fiscalité. La confiance des milieux d'affaires gagnerait à ce que le programme d'action puisse être mis en œuvre à bref délai. Le programme dans son ensemble est prometteur, mais la mise en œuvre de programmes de cette nature a été une source de préoccupations dans le passé.<sup>12</sup>

23. Le second programme d'action, qui concerne le renforcement de l'infrastructure, vise dans ce domaine à éliminer les principaux goulets d'étranglement, à étendre l'intervention de l'État et à attirer l'investissement privé (pour maintenir une croissance économique de 6 à 7 pour cent). Ce programme couvre, à l'horizon 2010, les neuf secteurs suivants: transports terrestres, transports aériens, transports maritimes, chemins de fer, routes, énergie, pétrole et gaz, télécommunications et adduction d'eau.

24. L'ampleur de la crise financière de la fin des années 90 explique que l'Indonésie ait jusqu'à il y a peu de temps encore placé le renforcement et la surveillance des institutions bancaires au cœur de sa politique à l'égard du secteur financier. Pour faire face à l'une des plus coûteuses crises bancaires au monde, plus de 50 pour cent du PIB de l'année 2000 a dû être consacré à la recapitalisation et à la remise sur pied des banques. Après avoir recouvré 28 pour cent environ des 60 milliards de

<sup>12</sup> C'est ainsi que la confiance des investisseurs a été entamée par le débat perpétuel sur la question de savoir si le gouvernement devrait adopter pour les investissements un système d'approbation préalable ou un système d'enregistrement direct. D'autres inquiétudes graves liées à la protection des investisseurs et aux moyens de faire respecter les droits contractuels, à la lenteur des procédures judiciaires et à la corruption continuent de diminuer la confiance des investisseurs.

dollars EU d'actifs confiés à l'Agence indonésienne de restructuration des banques (IBRA), le gouvernement a mis fin à ses activités en 2004. D'autres projets pour le renforcement du secteur financier ont été dévoilés en juillet 2006, dans le Train de mesures concernant le secteur financier, essentiellement des modifications de la réglementation axées sur cinq thèmes: i) assurer une stabilité financière accrue par une coordination plus étroite entre l'État, autorité budgétaire, et la Banque d'Indonésie, autorité monétaire; ii) renforcer les institutions bancaires en favorisant leur consolidation par d'autres fusions, la révision des réglementations permettant par ailleurs aux banques d'État de se restructurer ou de recouvrer leurs créances improductives; iii) renforcer les marchés des capitaux en améliorant la liquidité, l'efficacité et l'intégrité, au moyen notamment d'une fusion des bourses de Jakarta et de Surabaya; iv) donner un nouvel élan à la privatisation par la création d'un comité et l'élaboration d'une stratégie; et v) renforcer les établissements financiers non bancaires (NBFi) en relevant les normes prudentielles et en améliorant la protection des consommateurs. L'intérêt particulier porté à ces établissements mérite d'être noté, car 80 pour cent des actifs du secteur financier demeurent aux mains des banques, d'où une dépendance excessive à l'égard du secteur bancaire et un manque de choix pour les emprunteurs et les épargnants, choix qui pourrait leur être offert par des établissements financiers non bancaires solides.

25. La lutte contre la corruption occupe une place de premier plan dans le programme de réformes du gouvernement<sup>13</sup>, mais si une législation est en vigueur depuis plusieurs années, c'est seulement en 2005 qu'elle a commencé à être sérieusement appliquée. Bien que cette action significative contre la corruption puisse accroître la transparence juridique et réglementaire, elle doit toutefois être menée avec la même détermination à tous les niveaux.

### 3) ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

#### i) Marchandises

26. La baisse des cours du pétrole et du gaz dans les années 80 a conduit l'Indonésie à diversifier ses exportations, ce qui fait que le solde des échanges hors pétrole et gaz a été positif en 1993 pour la première fois depuis plus de 20 ans. En 2005, cette politique continuait de porter ses fruits: la valeur des exportations était estimée à 85,7 milliards de dollars EU, le pétrole et le gaz ne représentant que 20 pour cent de ce montant malgré les prix élevés des hydrocarbures (tableau AI.1). En proportion du PIB, les exportations de marchandises ont légèrement progressé, de 29,6 pour cent en 2002 à 30,6 pour cent en 2005, tandis que la part des importations passait de 17,8 à 22,7 pour cent.

#### a) Composition des échanges

27. La part des produits manufacturés dans les exportations totales est tombée à 46,9 pour cent en 2005, contre 54,1 pour cent en 2002 (graphique I.1). L'Indonésie se heurte à une concurrence de plus en plus vive de la part de la Chine et du Viet Nam dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre comme le textile, le vêtement et la chaussure. En 2005, la progression des exportations a été imputable à la fois au secteur du pétrole et du gaz et aux autres secteurs. Le Japon et la République de Corée continuent d'être les principales destinations des exportations indonésiennes de

<sup>13</sup> Banque mondiale (2003), page v. Selon les autorités, le nombre de poursuites pour corruption a augmenté depuis 2001, sous l'effet des efforts conjugués du Procureur général, de la police, de la Cour des comptes (BPK), de la KPK, de l'Unité de lutte contre le blanchiment d'argent (PPATK) et de plusieurs autres organismes. Parmi les cas les plus récents figurent la condamnation du gouverneur d'Aceh, de plusieurs autres gouverneurs et de bupati, du président et de membres de la KPU, de l'ancien Ministre des affaires religieuses pour détournement de fonds du Hadj, et de 43 membres de parlements locaux du Sumatra occidental qui avaient été reconnus coupables de corruption en 2005.

pétrole et de gaz. L'important accroissement des exportations de produits autres que le pétrole et le gaz est principalement attribuable aux produits de base – y compris le cuivre, le charbon et les huiles de palme brutes – et aux produits manufacturés. Selon la Banque d'Indonésie, l'augmentation des exportations de 32,7 pour cent en 2005 par rapport à 2004 était principalement imputable non pas tant à la progression du volume qu'à celle des prix, ce qui donne à penser que la compétitivité des exportations du pays ne s'est pas améliorée.

28. Les produits manufacturés représentent le gros des importations, bien qu'en 2005 leur part soit tombée à 54,8 pour cent du total (tableau AI.2). À côté du pétrole et du gaz, l'Indonésie importe surtout des matières premières et des biens d'équipement comme du matériel pour la construction et le génie civil, des moteurs et des pièces détachées, et des produits liés aux besoins de la production intérieure et aux activités d'investissement. La part du pétrole et du gaz dans les importations totales a sensiblement augmenté au cours de la même période, passant de 21 à 30,3 pour cent, suite à la hausse des prix du pétrole brut et des combustibles à l'importation. Les importations ont tendance à suivre l'évolution des exportations car les produits importés, et en particulier les matières premières et les biens d'équipement, sont largement utilisés comme intrants dans la fabrication des produits destinés à l'exportation.

b) Structure géographique des échanges

29. La structure géographique du commerce extérieur de l'Indonésie n'a guère changé depuis 2002. Les pays d'Asie sont plus que jamais ses principaux partenaires commerciaux: en 2005 ils ont absorbé plus des deux tiers des exportations et fourni plus des deux tiers des importations (graphique I.2 et tableau AI.3). La Chine est devenue un partenaire commercial de premier plan et la part des exportations indonésiennes vers ce pays est passée de 5,1 à 7,8 pour cent. La part des exportations vers le Japon est restée la même, tandis que les exportations vers les États-Unis comme vers l'UE à 25 ont reculé. Les pays d'Asie sont les premiers fournisseurs de l'Indonésie depuis de nombreuses années; c'est le cas en particulier du Japon (véhicules automobiles, fer et acier notamment) et de Singapour (produits de la chimie organique et matières plastiques), et plus récemment de la Chine (ouvrages en fer et acier, machines industrielles). L'Indonésie importe aussi beaucoup des États-Unis (véhicules de transport et machines industrielles) et de l'Europe, mais dans des proportions qui sont en baisse.

ii) Services

30. Pour nombre de postes majeurs, le compte des transactions invisibles est constamment en déficit. En raison de la petite taille de la flotte nationale, les postes fret et transport maritime reste déficitaire et les déficits ont jusqu'à présent été compensés en partie par les recettes du tourisme. Le déficit annuel net du compte des services est passé de 18,5 milliards de dollars EU en 2004 à 19,8 milliards en 2005, il est pour près des deux tiers imputable aux importations de services non liés au pétrole ou au gaz. Le déficit à ce dernier titre s'est aggravé en raison de la hausse des coûts du fret et de la chute du nombre des touristes étrangers s'étant rendus en Indonésie.

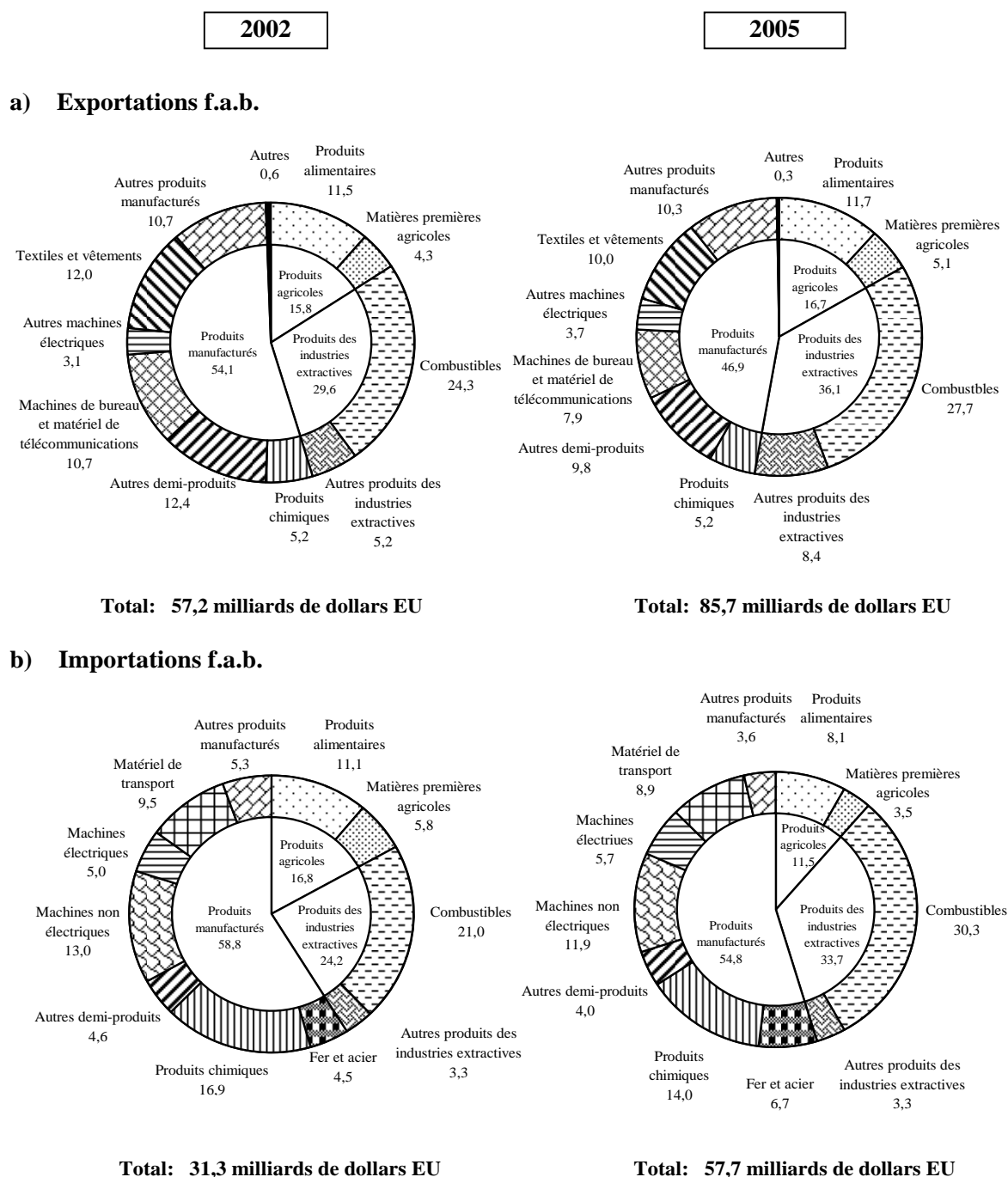
4) STRUCTURE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

31. L'investissement intérieur brut est resté faible: après la forte reprise de 2000-2001 qui a suivi la brusque chute du lendemain de la crise, la courbe a été relativement plate. La part de l'investissement dans le PIB est en moyenne de 22 pour cent environ depuis 2002, alors que le pic avait dépassé 30 pour cent avant la crise. De même, l'IED s'est effondré après la crise, pour ne montrer des signes de reprise que récemment. La balance des paiements a constamment enregistré des sorties nettes d'IED entre 1998 et le milieu de 2002. Un environnement plus stable a entraîné un

léger solde positif de 145 millions de dollars EU d'investissements étrangers directs nets mais il y a eu une nouvelle sortie nette de 597 millions de dollars EU en 2003, en raison du mauvais climat de l'investissement et de la relative inefficacité des réglementations.

## Graphique I.1 Composition des échanges de marchandises, 2002 et 2005

Pour cent

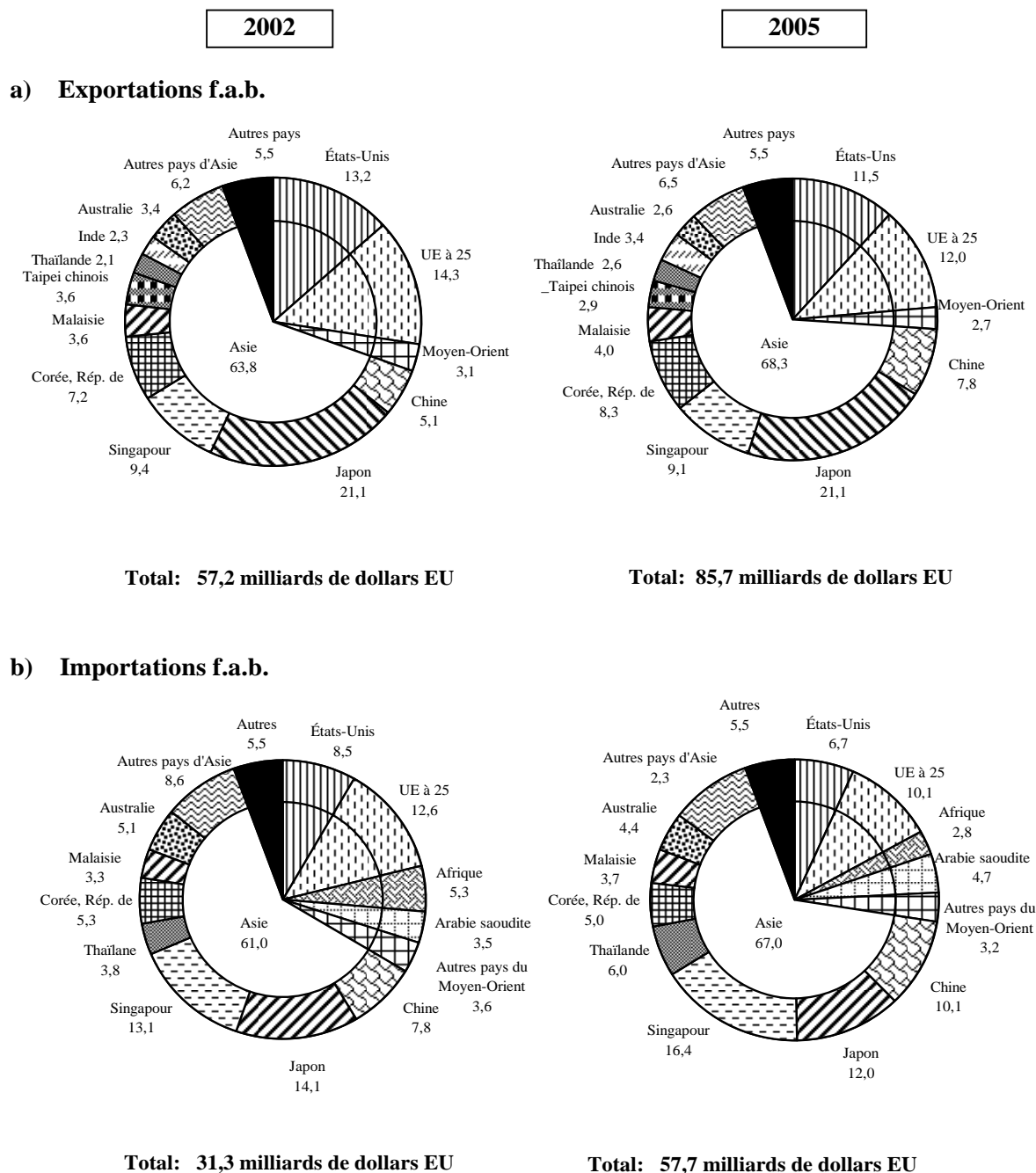


Source: Division de statistique de l'ONU, Base de données Comtrade (CITI Rev.3).

## Graphique I.2

### Structure géographique des échanges de marchandises, 2002 et 2005

Pour cent



Source: Division de statistique de l'ONU, Base de données Comtrade (CITI Rev.3).

32. La perspective d'un climat plus propice aux affaires a encouragé le retour de l'investissement étranger direct en 2005; la balance des paiements a enregistré un accroissement de 79 pour cent des entrées d'IED, qui sont passées de 3,9 milliards de dollars EU en 2004 à 6,9 milliards en 2005. On estime qu'en 2006, l'investissement étranger direct et l'investissement intérieur réalisés sont tombés, respectivement, à environ 6 milliards de dollars EU et 2,2 milliards, en raison dans une certaine mesure de la hausse du coût du crédit et des facteurs qui entravent toujours l'activité des entreprises. Le nombre des investissements approuvés a toutefois augmenté, ce qui donne à penser que les investissements réalisés pourraient de nouveau progresser. Les statistiques du Conseil de coordination de l'investissement (BKPM) montrent que l'investissement étranger réalisé est passé de 4,6 milliards de dollars EU en 2004 à 8,9 milliards en 2005. Cependant, le niveau de l'investissement étranger réalisé tel que communiqué par le BKPM est bien plus élevé que les apports d'IED communiqués par la Banque d'Indonésie (encadré I.2).

**Encadré I.2: rapprochement des différentes sources de données relatives à l'IED**

Il existe deux grandes sources de statistiques sur l'IED en Indonésie: les données de la balance des paiements fournies par la Banque d'Indonésie (BI) et les données de l'investissement étranger réalisé communiquées par le Conseil de coordination de l'investissement (BKPM). Ces deux sources apportent parfois des chiffres très différents et relèvent des tendances contradictoires. Elles s'accordent sur une forte augmentation de l'IED entre 2004 et 2005: de 79 pour cent selon la BI et de 94 pour cent d'après le BKPM. Toutefois, la BI donne un total de 6,9 milliards de dollars EU pour les entrées d'IED en 2005, tandis que le BKPM fait état d'un investissement étranger réalisé de 8,9 milliards de dollars pour la même année. Le fait que pour l'IED les chiffres du BKPM sont plus élevés que ceux de la BI laisse perplexe, parce que les seconds, qui couvrent tous les types d'IED, ont une portée plus large, alors que les premiers excluent les investissements dans l'industrie extractive, le pétrole et le gaz, les services financiers et les placements sur les marchés des capitaux. Le dernier facteur a eu une incidence toute particulière en 2005 du fait de l'achat du fabricant indonésien de cigarettes Sampoerna par Philip Morris – une transaction qui a été prise en compte par la BI mais pas par le BKPM. Cette acquisition représente à peu près 2 milliards de dollars EU sur le total de 6,9 milliards d'IED entrants dans les chiffres de la BI pour 2005. Les différences dans les modalités de compilation des données entre la BI et le BKPM peuvent expliquer cette anomalie. La BI recueille ses informations sur l'IED auprès de sources multiples tandis que le BKPM puise à une seule source: les licences d'exploitation commerciale permanentes (IUT) qu'il délivre. Les investisseurs agréés par le BKPM doivent tous obtenir une licence IUT après avoir commencé à exercer leur activité commerciale. L'IUT n'est généralement délivrée qu'après un contrôle sur le terrain effectué par l'antenne régionale du BKPM pour déterminer si l'investissement a été réalisé conformément aux renseignements figurant sur le formulaire d'approbation original. Les contrôles sur le terrain pouvant être très onéreux, de nombreuses entreprises ont tardé dans le passé à demander une IUT. En 2005, le BKPM a décidé de suspendre ces contrôles à condition que les investisseurs se mettent à jour de leurs rapports d'activité et des autres renseignements exigés pour l'obtention de l'IUT. L'augmentation du nombre d'IUT accordées en 2005 à la suite de cette mesure incitative peut avoir gonflé les données du BKPM relatives aux investissements réalisés et pourrait expliquer en partie l'importance des écarts entre le BKPM et la BI pour ce qui est des chiffres de l'IED.

Source: Banque mondiale (2006), *Investing for Growth and Recovery: The World Bank Brief for the Consultative Group on Indonesia*, 14 juin. Adresse consultée: [http://siteresources.worldbank.org/INTINDONESIA/Resources/CGIO3/CGI\\_Brief2006\\_ExecSum.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTINDONESIA/Resources/CGIO3/CGI_Brief2006_ExecSum.pdf)

33. Les investissements approuvés par le Conseil de coordination de l'investissement (BKPM) conservent à quelque chose près leur niveau moyen d'avant la crise, bien qu'une certaine amélioration ait été constatée par rapport au creux de 2002.<sup>14</sup> En 2003, les approbations d'IED ont progressé de

<sup>14</sup> Ces approbations ne concernent pas l'investissement dans le pétrole et le gaz, la banque, les établissements financiers non bancaires, l'assurance, le crédit-bail et certains segments de l'industrie minière et de l'extraction du charbon. Le BKPM est chargé de promouvoir l'investissement étranger et d'approuver la



36 pour cent par rapport à l'année précédente, pour atteindre 13,2 milliards de dollars EU. Elles ont reculé en valeur à 10,3 milliards de dollars EU en 2004, puis sont remontées à 13,6 milliards en 2005 et 15,6 milliards en 2006, signe que les efforts déployés pour encourager l'investissement pourraient commencer à porter leurs fruits. Au cours de la période considérée, les approbations d'investissements étrangers directs ont surtout concerné l'industrie manufacturière, notamment les produits chimiques et les produits pharmaceutiques; les cultures et plantations vivrières; le transport, l'entreposage et la communication; et la construction (tableau I.4).

Tableau I.4

Montant des investissements étrangers directs approuvés, par secteur, 2002-2006

(en millions de dollars EU et en pourcentages)

Secteur	2002	2003	2004	2005	2006 <sup>a</sup>
<b>Total</b>	<b>9 966,6</b>	<b>14 361,6</b>	<b>10 423,5</b>	<b>13 579,2</b>	<b>15 634,0</b>
	<i>(Pourcentage du total)</i>				
Agriculture, foresterie et pêche	4,8	1,8	3,3	4,5	5,6
Agriculture	4,7	1,0	2,0	3,4	5,0
Foresterie	0,1	0,7	0,0	0,9	0,0
Pêche	0,0	0,2	1,3	0,1	0,6
Industries extractives	0,5	0,1	0,7	5,7	1,9
Industries manufacturières	33,2	46,6	61,4	44,4	54,5
Alimentation	2,7	3,6	7,1	4,7	6,5
Textiles	1,0	0,9	3,9	1,0	1,0
Articles en cuir et chaussures	0,1	0,3	0,2	0,6	0,2
Bois	0,4	1,7	0,2	0,8	0,4
Papier et imprimerie	0,1	9,1	0,6	1,7	8,8
Produits chimiques et pharmaceutiques	18,8	21,2	32,8	21,2	9,1
Caoutchouc et matières plastiques	2,9	0,5	1,7	1,2	0,6
Produits minéraux non métalliques	0,4	5,0	0,5	2,7	5,7
Métaux, machines et électronique	3,6	2,4	9,8	5,1	19,2
Instruments de précision	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Véhicules automobiles et autres matériels de transport	2,8	1,4	4,1	4,6	2,8
Autres	0,4	0,6	0,5	0,6	0,2
Électricité, gaz et eau	0,9	2,5	2,6	0,2	8,9
Construction	3,3	6,3	9,3	13,1	15,2
Services	57,3	42,6	22,8	32,2	13,9
Commerce et réparations	8,9	3,4	6,0	4,8	7,2
Hôtellerie et restauration	2,6	4,5	5,9	1,9	1,6
Transport, entreposage et communication	37,3	32,0	5,6	22,9	2,1
Immobilier et activités liées aux entreprises	0,1	0,4	3,3	0,9	0,3
Autres	8,4	2,4	2,0	1,7	2,8

a Les chiffres ne portent que sur les dix premiers mois de l'année.

plupart des propositions de projets d'investissement en Indonésie. D'autres organismes publics ou ministères s'occupent des investissements dans le pétrole et le gaz, la banque et l'assurance. Les investissements étranger et intérieur dans les autres secteurs sont approuvés par le BKPM ou par ses agences provinciales (BKPM D)

Source: Information en ligne du Conseil indonésien de coordination de l'investissement (BKPM). Adresse consultée: [http://www.bkpm.go.id/bkpm/file\\_fact/Tabel-33.xls](http://www.bkpm.go.id/bkpm/file_fact/Tabel-33.xls) [5 avril 2006].

34. La plupart des projets d'investissements étrangers directs approuvés émanaient d'Asie, en particulier de Malaisie, de Singapour, de Corée et du Japon; depuis 2004, on note un vif intérêt de la part de sociétés chinoises. Les projets d'investissement approuvés d'origine européenne (Royaume-Uni et Pays-Bas en particulier) ont représenté en moyenne 15 pour cent du total de 2002 à 2005 (tableau I.5).

**Tableau I.5**

**Montant des investissements étrangers directs approuvés, par provenance, 2002-2006**  
(en millions de dollars EU et en pourcentages)

Pays	2002	2003	2004	2005	2006a
<b>Total</b>	<b>9 966.6</b>	<b>14 361.6</b>	<b>10 423.5</b>	<b>13 579.2</b>	<b>15 624.0</b>
	<i>(Pourcentage du total)</i>				
Europe	14.0	11.4	18.8	15.6	12.5
Pays-Bas	2.4	2.5	2.5	3.5	0.4
Belgique	0.1	0.0	0.1	0.1	0.0
Royaume-Uni	7.5	7.1	12.6	11.3	6.5
Allemagne	0.4	1.2	0.3	0.3	0.1
Italie	0.0	0.0	0.1	0.1	0.2
France	2.6	0.5	0.1	0.1	0.1
Espagne	0.1	0.0	0.1	0.0	1.0
Luxembourg	0.0	0.0	0.1	0.0	0.4
Suisse	0.7	0.0	2.9	0.2	3.6
Autres	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2
Amérique	4.8	3.2	2.0	4.7	2.7
États-Unis	4.7	1.5	1.3	0.7	0.9
Canada	0.1	0.0	0.0	3.9	1.6
Autres	0.1	1.7	0.7	0.1	0.2
Asie	63.0	22.9	62.6	49.0	42.5
Hong Kong, Chine	17.2	1.8	0.2	0.9	2.2
Japon	5.2	8.7	16.2	8.7	2.7
Corée, Rép. de	3.8	1.2	4.0	3.1	4.9
Malaisie	0.8	2.3	4.6	4.3	16.0
Philippines	0.6	0.5	0.1	0.1	0.3
Singapour	33.9	5.6	5.9	29.0	12.3
Chine	0.5	1.8	0.3	1.5	0.8
Taïpei chinois	0.8	0.8	0.7	1.0	1.6
Thaïlande	0.1	0.1	0.9	0.1	0.9
Inde	0.1	0.0	0.6	0.2	0.5
Arabie saoudite	0.0	0.0	29.0	0.0	0.0
Autres	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1
Australie	2.8	0.9	4.6	3.8	0.2
Afrique	9.0	31.9	3.5	1.1	10.9
Autres régions	6.4	29.6	8.5	25.8	31.2

a Les chiffres ne portent que sur les dix premiers mois de l'année.

Source: Renseignements en ligne du Conseil indonésien de coordination de l'investissement (BKPM). Adresse consultée: [http://www.bkpm.go.id/bkpm/file\\_fact/Tabel-35.xls](http://www.bkpm.go.id/bkpm/file_fact/Tabel-35.xls) [5 avril 2006].

**5) PERSPECTIVES**

35. Le gouvernement s'attend pour 2007 à ce que la croissance retrouve un rythme plus soutenu – entre 6 et 6,5 pour cent, avec une baisse des taux d'intérêt, un recul de l'inflation et une reprise de l'investissement et des exportations induite par les réformes structurelles. Ce pronostic économique favorable semble être également partagé par les investisseurs et les organismes de notation, comme le montre l'amélioration récente de la position de l'Indonésie dans le classement de Moody's et de Standard and Poor's.

36. Le principal défi à moyen terme consiste à parvenir à un niveau de croissance qui puisse générer suffisamment de nouveaux emplois pour freiner la montée du chômage et du sous-emploi et faire reculer la pauvreté. Le gouvernement a adopté un vaste programme de réformes pour renforcer les institutions publiques, améliorer le climat des affaires et de l'investissement, et stimuler le développement de l'infrastructure. Si elles sont mises en œuvre en temps utile, ces réformes viendront à bout de certains des principaux obstacles à l'investissement privé et contribueront à assouplir le marché du travail et à accroître l'efficacité de l'administration publique, ce qui permettra d'accélérer la croissance et d'infléchir la courbe ascendante du chômage. Toutefois, des retards dans l'application des mesures structurelles fondamentales, y compris les lois en matière de fiscalité et de travail, pourraient saper la confiance des investisseurs; le taux de croissance pourrait dans ce cas rester en deçà des 6 pour cent (soit un taux semblable à celui de ces dernières années), avec un chômage qui continue de s'aggraver.